



### Résumé des éléments-clés des précédents cycles de l'EPU

Lors des cycles précédents de l'Examen périodique universel, l'accueil de la petite enfance et l'accès aux services de garde n'ont jamais été abordés spécifiquement. Or, ces services relèvent directement des droits économiques, sociaux et culturels inscrits dans la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE), notamment le droit au développement, à l'éducation et à l'égalité des chances dès le plus jeune âge.

Des services d'accueil de la petite enfance de qualité sont déterminants pour permettre de développer au mieux le potentiel de chaque enfant et lutter contre la reproduction intergénérationnelle des inégalités. Ils sont aussi des moyens essentiels pour soutenir les familles, en particulier les femmes. **Leur omission dans les cycles précédents contraste avec l'importance reconnue par les institutions internationales et européennes** pour assurer une inclusion sociale effective et un développement optimal des enfants.

### Contexte national

L'accueil de la petite enfance en Belgique reste insuffisamment structuré et financé, avec de fortes inégalités d'accès selon le milieu socio-économique et le profil des familles. En 2023, environ 56 % des enfants de moins de 3 ans fréquentaient un service d'accueil formel, mais **ce taux tombe à ≈ 20 % pour les enfants à risque de pauvreté**, contre ≈ 59 % pour les enfants favorisés. Les communes les plus défavorisées sont particulièrement touchées : ce sont celles où les besoins sont les plus élevés, mais où le taux de couverture reste le plus bas.

**En Fédération Wallonie-Bruxelles, la situation se dégrade encore** avec des fermetures de places, une pénurie de personnel et le manque d'attractivité des filières de formation. **Des efforts existent toutefois : en Flandre**, des financements et projets ont créé des milliers de places, avec des investissements prévus pour 2025-2029, mais l'accès reste le plus faible pour les enfants défavorisés dont la mère n'est pas d'origine belge (≈ 36 %).

Ces constats limitent l'exercice effectif des droits des enfants et accentuent les inégalités dès la petite enfance, tout en s'opposant aux ambitions européennes : les objectifs de Barcelone actualisés en 2022 fixent un taux de couverture global de 45 % d'ici 2030. Par ailleurs, les limites actuelles des congés parentaux — durée et indemnisation financière insuffisantes — empêchent de nombreuses familles défavorisées et monoparentales d'en bénéficier, ce qui accentue la pression sur les services d'accueil et limite le soutien à la parentalité. **Ces constats renforcent la nécessité de mesures complémentaires, comme l'allongement du congé de naissance à 6 mois par parent, pour promouvoir l'égalité de genre et soutenir les familles.**

### Défis et impacts

Les principaux défis ont des conséquences directes sur les enfants et leurs familles :

- Accès limité à l'accueil de la petite enfance, avec un faible taux de couverture pour les enfants de moins de 3 ans, particulièrement ceux issus de milieux défavorisés ;
- Qualité variable des services, liée à la pénurie de personnel qualifié et au non-respect des normes d'encadrement ;
- Inégalités régionales et socio-économiques, qui accentuent le risque d'exclusion sociale dès la petite enfance ;



- Pression sur les familles et non-recours aux services, aggravée par la complexité administrative et le coût des places ;
- Effets amplifiés par le recul des politiques sociales, notamment pour les parents aidants ou vulnérables, entraînant des impacts indirects sur le développement et le bien-être des enfants ;
- Impact sur le développement affectif et cognitif, l'apprentissage précoce et l'égalité des chances à long terme.

### RECOMMANDATIONS

- Allonger le congé de naissance à 6 mois par parent, afin de soutenir la parentalité, l'égalité de genre et réduire la pression sur les services d'accueil.
- Augmenter le taux de couverture des places d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans, en visant au moins 50 % sur l'ensemble du territoire, via des financements publics ciblés tenant compte des situations de pauvreté et de monoparentalité.
- Renforcer l'accessibilité financière, géographique et inclusive des services, pour tous les enfants, notamment les plus vulnérables.
- Valoriser et stabiliser les métiers de la petite enfance, avec un financement pérenne, des formations professionnelles et des conditions de travail attractives.

#### Fiche en ligne :

<https://lacode.be/projet/upr-2026-factsheets/>



Commission nationale  
pour les droits de l'enfant

Contact : Séverine Acerbis  
severine.acerbis@ncrk-cnde.be



Contact : Marie D'Haese  
mariedhaese@lacode.be



Contact : Pierre Trbovic  
pierre.trbovic@defensedesenfants.be



Contact : Marie Noël  
marie.noel@cfwb.be



Contact : Sien Crivits  
sien.crivits@stekr.net

Cette fiche d'information fait partie d'un ensemble de fiches rédigées au sujet de la situation des droits de l'enfant en Belgique à des fins d'information dans le cadre de l'Examen périodique de la Belgique. Leur rédaction ont été coordonnées par les OSC et INDH membres d'un groupe de travail sur l'EPU, piloté par la Commission nationale pour les droits de l'enfant.